



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2025352-0003

Arrêté portant prescriptions complémentaires relatif aux installations exploitées par la société
WEPA FRANCE sur le territoire des communes de TORVILLIERS et de SAINTE-SAVINE

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-7, L. 171-8, L. 181-14, L. 511-1, L. 511-2, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), fixée à l'article L. 511-2 du code de l'environnement ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE, préfet de l'Aube ;

VU le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 2 décembre 2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01-1477A du 14 mai 2001 applicable aux installations de la société WEPA France, dénommée « exploitant » dans la suite du présent arrêté ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection du 11 avril 2025 ;

VU le courrier recommandé du 14 mai 2025 avec accusé de réception du 27 mai 2025, transmettant le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à la société WEPA FRANCE et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU les observations présentées par l'exploitant par courriel du 6 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'un incendie a eu lieu sur site le 11 avril 2025 au niveau de la zone de production de papier ;

CONSIDÉRANT que l'incendie s'est propagé sur le toit du bâtiment associé au process de fabrication de papier du fait de la présence de poussières de papier agglomérées sur ce dernier ;

CONSIDÉRANT qu'il convient au vu de ce retour d'expérience d'encadrer l'exploitant de façon à lui imposer le nettoyage régulier du toit de ce bâtiment ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 181-14 du code de l'environnement dispose :

« L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations classées pour la protection de l'environnement de la société WEPA FRANCE, dont le siège social est situé RN 60 - ZI de TORVILLIERS (10440 LA RIVIERE-DE-CORPS), dénommée ci-après l'exploitant, implantées sur le territoire des communes de TORVILLIERS et de SAINTE-SAVINE.

Article 2 : Nettoyage des toitures

Un contrôle de l'état de propreté de la toiture du bâtiment accueillant la zone de production de papier est réalisé à une fréquence a minima mensuelle. En cas de constat de risque incendie lié aux matières déposées sur ce toit, l'exploitant nettoie cette zone.

La toiture du bâtiment accueillant la zone de production de papier est nettoyée à une fréquence a minima semestrielle.

L'exploitant consigne l'ensemble des démarches de contrôle et de nettoyage de la toiture du bâtiment accueillant la zone de production de papier dans un registre qu'il tient à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3 : Notification et publication

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société WEPA FRANCE.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairies de TORVILLIERS et de SAINTE-SAVINE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché par les maires de TORVILLIERS et de SAINTE-SAVINE, dans leur mairie, pendant une durée minimale d'un mois.

Article 4 : Abrogation

L'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2025336-0002 du 2 décembre 2025 est abrogé.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et les maires de TORVILLIERS et de SAINTE-SAVINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **18 DEC. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Franck DORGE

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.